



HAL
open science

Khartoum au défi de la paix, la capitale soudanaise entre violence urbaine et symbole de réconciliation

Armelle Choplin

► **To cite this version:**

Armelle Choplin. Khartoum au défi de la paix, la capitale soudanaise entre violence urbaine et symbole de réconciliation. *Grafigéo*, 2006, 31, pp.85-100. hal-00419758

HAL Id: hal-00419758

<https://paris1.hal.science/hal-00419758>

Submitted on 25 Sep 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Khartoum, au défi de la paix

La capitale soudanaise, entre violence urbaine et symbole de la réconciliation

Armelle Choplin*

Résumé : *Cet article se propose de dresser un état des lieux de la situation au Soudan à travers l'étude de la capitale Khartoum. Depuis l'arrivée de la junte militaire au pouvoir en 1989, Khartoum a été instrumentalisée pour appuyer la politique islamiste violente du régime. Suite aux accords de paix signés entre Nord et Sud Soudan en 2005, elle est aujourd'hui appelée à devenir le symbole de la réconciliation, alors même que des conflits persistent toujours au Darfour. Dans ce contexte géopolitique ambigu, il s'agit de comprendre comment les habitants vivent quotidiennement dans la capitale.*

Mots-clés : Urbanisation, politiques urbaines, violence, déplacés, guerre, paix, Soudan, Khartoum.

KHARTOUM, *Râs al-khartoum*, la trompe d'éléphant. C'est ainsi que les Arabes ont dénommé ce site de confluence entre le Nil Blanc et le Nil Bleu. Khartoum est née au XIX^e siècle et son histoire est aussi trouble que la couleur des eaux du Nil. A l'instar de ses semblables africaines, cette ville a grandi brutalement et avec difficultés. Après avoir accueilli des vagues successives de migrants victimes de la sécheresse, de réfugiés, et de déplacés de guerre, elle compterait aujourd'hui plus de 5 millions d'habitants. Le nom même de Khartoum ne rend pas bien compte de l'étrange composition de l'agglomération car derrière ce toponyme se cachent en réalité trois villes : Omdourman, Khartoum et Khartoum-Nord.

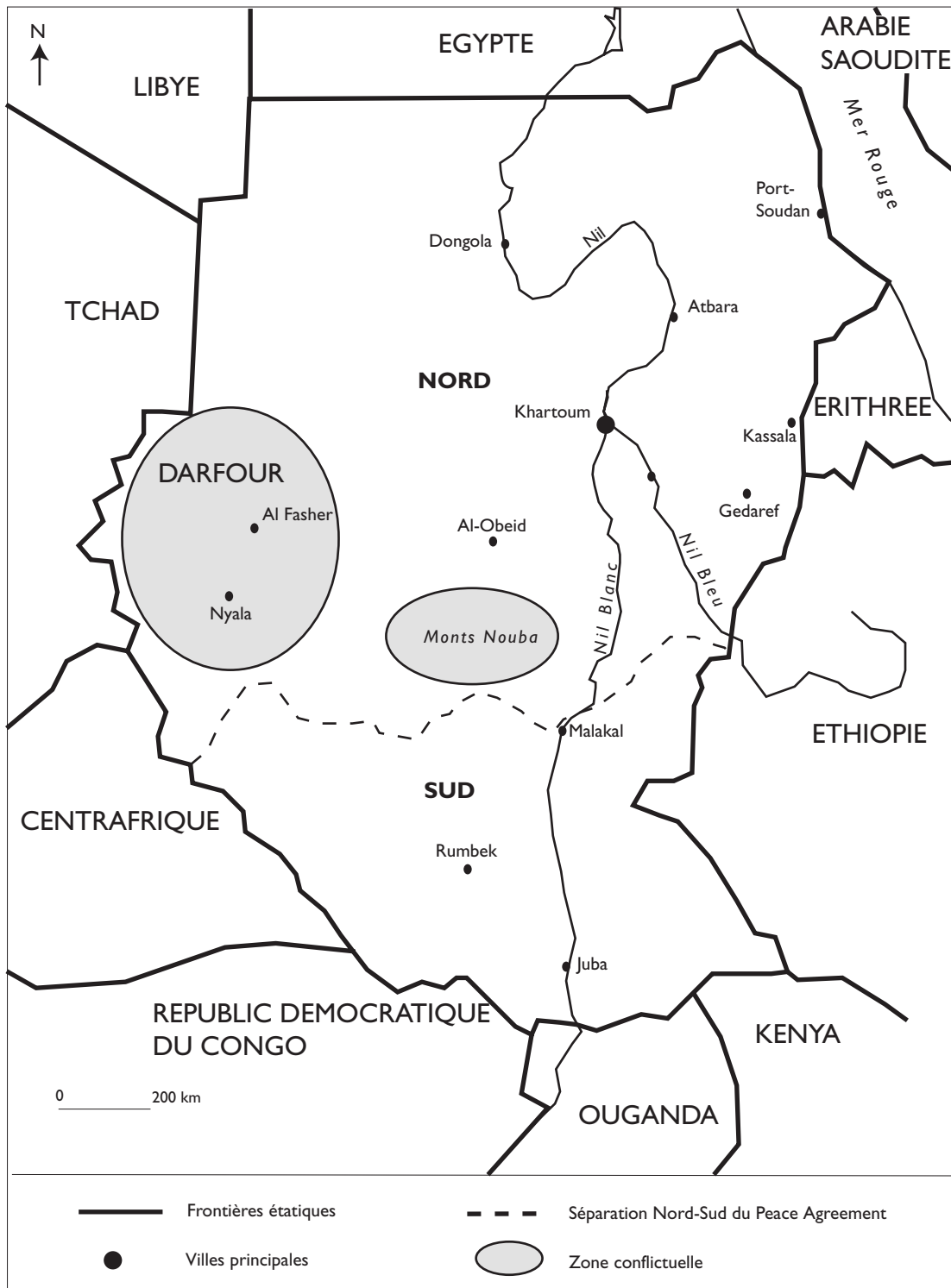
Khartoum résume à elle seule une réalité bien complexe : pas moins de 570 tribus font du Soudan une mosaïque culturelle difficilement gérable, à la frontière

charnière et conflictuelle entre le Monde arabe et l'Afrique noire. Schématiquement, cet Etat fédéral est présenté comme scindé en deux aires civilisationnelles. Au Nord se détache une entité arabomusulmane, tandis que le Sud est peuplé de populations noires animistes et chrétiennes. Le Soudan porte alors bien mal son nom : Bilad as-sudan, le pays des noirs. Par une malheureuse ironie de l'histoire, Sudan en-nass (ceux qui sont noirs) sont justement dominés économiquement, politiquement, militairement et religieusement par une minorité arabe qui entend étendre son hégémonie au Sud – notamment parce que la richesse la plus importante, le pétrole, se trouve dans ces franges méridionales.

Amorcé depuis l'indépendance en 1956, le processus de construction de la nation apparaît bien compromis à l'heure où l'on annonce 2 millions de morts et 4 millions de déplacés pour le seul conflit qui a opposé Nord et Sud pendant plus de

* Cet article s'inscrit dans le cadre d'une thèse qui porte sur l'urbanisation sahélo-saharienne, et plus précisément sur le rôle de la ville-capitale, laquelle reflète les mutations socio-spatiales à l'oeuvre dans cet espace géopolitique stratégique. Les capitales étudiées sont Nouakchott, en Mauritanie, et Khartoum au Soudan. Cet article restitue des enquêtes menées et observations faites en Juillet-Août 2003, et Août 2005, grâce à un accueil et une bourse du CEDEJ de Khartoum.

Figure 1 - Le Soudan



Source : Nations Unies

Réalisation : Choplin, 2005

vingt ans. La paix, signée en janvier 2005 et encore bien fragile, permet la participation au pouvoir des Sudistes¹. On parle aujourd'hui d'un Soudan pacifié alors que le conflit du Darfour demeure non résolu². Au final, le Soudan serait un Etat au bord de l'éclatement total et seule la capitale Khartoum, en dépit des émeutes qui ont éclaté en août 2005, semble encore maintenir l'intégrité du pays.

Source d'enjeux géopolitiques, Khartoum a vécu une situation pour le moins contradictoire. Tout en restant à l'extérieur du conflit, la capitale n'a pas pour autant échappé à une certaine forme de violence instituée par l'Etat. Elle se présente à la fois comme un lieu de contact pour une population fort métissée, mais également comme un espace de coercition, sur lequel s'appuie le régime islamiste pour se maintenir au pouvoir depuis 1989³. Bien plus, les extrémistes auraient cherché à maîtriser et à utiliser l'espace urbain selon leurs desseins d'arabisation et d'islamisation de la nation. A travers l'étude des plans d'urbanisme et de la gestion de l'accès au sol, ils mettent en place une politique urbaine que l'on peut qualifier de violente. La morphologie urbaine et la symbolique transcrivent physiquement ces logiques autoritaires et reflètent les conflits qui se jouent à l'échelle du ter-

ritoire national. Face à cette politique urbaine sur fond ségrégationniste, les populations réagissent, luttent dans l'anonymat et le silence pour obtenir le « droit à la ville ». Un an après la signature du traité de paix, alors que le Soudan vit une grande période de transition, le rôle de la ville primatale est redéfini : elle est désormais appelée à devenir le symbole de la réconciliation. Mais, la mise en place du processus de paix à l'échelle du pays entraîne-t-elle pour autant la fin de la violence urbaine à Khartoum ?

Karthoum : de la croissance encadrée à la « mauvaise urbanisation »

Deux Nil, trois villes

Khartoum-Omdourman : prémises de la ville arabe

« Khartoum la nilotique » (Dubois, 1991) est née en 1824, à l'époque de l'occupation turco-égyptienne, et s'élève au Sud de la confluence, à la jonction stratégique de deux axes de conquête. Mais, dans les années 1880, la révolte gronde contre la présence égyptienne et anglaise dans la ville. Un Soudanais, Muhammad

1. La guerre sévit au Sud depuis 1955. Elle cesse une première fois en 1972 pour reprendre de plus belle en 1983. Elle oppose l'armée du gouvernement de Khartoum au SPLA (*Sudan People's Liberation Army*) devenu SPLM (*Sudan People's Liberation Movement*), mouvement politique mené par le leader charismatique de la rébellion, le Dr John Garang. Grâce au traité de paix, il est nommé Vice-Président le 8 juillet 2005. Mais, quelques jours après (le 1er août), ce dernier se tue tragiquement dans un accident d'hélicoptère. L'annonce de son décès embrase Khartoum : les Sudistes sont persuadés qu'il s'agit d'un complot ; de violentes émeutes éclatent, causant la mort de 115 personnes et de nombreux dégâts matériels dans la capitale.
2. Au Darfour (littéralement le territoire des Fours en arabe), région située à l'Ouest du pays, à la frontière avec le Tchad, un conflit éclate en février 2003. Certains Fours réclament une plus grande représentation au sein de l'Etat. La révolte explose, aussitôt réprimée par des cavaliers armés, arabes, nommés Janjawids. Ils sévissent auprès des civils locaux, tués, violés ou encore volés. Ces Janjawids seraient armés par le gouvernement de Khartoum lui-même, qui voyait là un moyen d'éliminer la révolte menée par des noirs, certes musulmans, mais non arabes (R. Marchal, 2004)). Le 15 mars 2005, l'ONU parlait de 180 000 morts et près de 1,5 millions de déplacés
3. Depuis l'indépendance, le Soudan n'a connu que des régimes autoritaires. De 1958 à 1964, c'est la dictature militaire du maréchal Abbud. En 1969, le général Nimeiry prend le pouvoir et signe la paix avec le Sud en 1972. Mais de nouveaux troubles éclatent au début des années 1980, qui correspondent à l'introduction de la shari'a. En réaction, des troupes mutines s'organisent au Sud en créant le SPLA. Nimeiri est renversé en 1985. Après trois ans tumultueux et un putsch, le Front National Islamique prend les rênes du pouvoir.

Ahmed Ibn Abdallah prend le titre de Mahdi⁴, et avec ses fidèles, encercle Khartoum qu'il met à sac en 1885. Les mahdistes rejettent alors Khartoum, symbole de la domination étrangère et de l'implantation chrétienne et décident d'ériger leur propre ville – Omdourman –, en face, sur la rive gauche du Nil, promue capitale nationale. La population afflue, créant un premier vrai noyau urbain (150 000 habitants en 1896).

Omdourman se veut la capitale islamique d'un nouvel Etat théocratique. Alors que Khartoum se transforme en cité morte pendant 12 ans, Omdourman se développe comme l'une des plus importantes villes d'Afrique. Contrairement au reste de l'agglomération de Khartoum qui est liée à la colonisation, Omdourman affiche sa suprématie culturelle et spirituelle : les habitants y revendiquent une citadinité et une territorialité forte. Elle s'affirme comme la ville musulmane, aux ruelles tortueuses et à la médina organisée autour de la mosquée, garante des valeurs traditionnelles et indigènes, par opposition à Khartoum, la ville coloniale et planifiée.

Renaissance de Khartoum, naissance du « Grand Khartoum »

Omdourman se voit concurrencée dès la fin du XIX^e siècle. Les troupes anglo-égyptiennes, prennent la ville le 2 septembre 1898. Sur les ruines de l'ancienne Khartoum nilotique, Lord Kitchener entend implanter une ville moderne : une « *European Town* ». Voulant rompre symboliquement avec l'image désordonnée de Omdourman, le Khartoum de Kitchener incarne rationalisme et rigorisme européens : le plan en damier devient l'instrument de prédilection permettant d'établir un contrôle fin de la ville. Dès les origines, l'urbanisme a des visées sécuritaires dont il aura du mal à se départir par la suite.

Omdourman, peu touchée par les luttes, conserve sa morphologie initiale et reste la ville indigène. L'autre rive, au Nord de la confluence, est également investie. Simple appendice au départ, Khartoum-Nord va constituer le troisième noyau urbain, autour de la gare où s'installent quelques entrepôts et infrastructures modernes. Ce troisième pôle s'étoffe par la suite et devient également zone résidentielle.

Aux villes mononucléaires des deux périodes précédentes se substitue une cité polynucléaire. Ainsi se présente Khartoum, « *The Three towns* », dans les années 1950. La ville, en dépit de sa continuité urbaine, revêt trois visages et identités distinctes : Omdourman, la ville soudano-arabe et tumultueuse ; Khartoum, la ville coloniale, rationnelle et administrative ; Khartoum-Nord, la ville fonctionnelle et industrielle (Figure 2).

Au lendemain de l'indépendance, Khartoum s'étend. Si les premiers bidonvilles apparaissent dès 1927 à Khartoum-Nord, ils demeurent restreints, mais invitent tout de même les autorités à contenir l'expansion urbaine. Elles réagissent en planifiant (plan Dioxadis en 1959, plan Méfit en 1974), démarche qui s'inscrit dans la continuité britannique. Jusque dans les années 1975, elles semblent gérer tant bien que mal la croissance urbaine en lotissant de façon ponctuelle des lopins de terre et en viabilisant sommairement de nouveaux quartiers, toujours plus éloignés du centre-ville. Les flux de populations semblent canalisés... du moins dans un premier temps...

De la mauvaise urbanisation comme facteur déstructurant

Sécheresse, famine et conflits : du temps de l'exil aux camps de déplacés, c'est une « mauvaise urbanisation » qui germe dans ces terres arides.

5. Aujourd'hui, le Soudan compte 4 millions de Sudistes. Les Nations Unies supposent que, sans conflit, le Sud-Soudan compterait aujourd'hui 8 millions d'individus.

*Sécheresse sahélienne, réfugiés
et guerre soudano-soudanaise*

Tout comme ses voisins sahéro-sahéliens (Tchad, Niger, Mali et Mauritanie), le Soudan est victime d'une terrible période de sécheresse. Cette sécheresse touche aussi bien l'Ouest que l'Est du pays dans les années 1968-1973, puis au début des années 1980. Les troupeaux sont décimés, la mort guette : la malnutrition aurait alors fait 250 000 morts à l'échelle du pays, dont 105 000 pour le seul Darfour (Pérouse, 2001 : 11).

Les populations empruntent le chemin de l'exode : habitées par le mythe de la ville, elles viennent gonfler les franges urbaines de la capitale. En 1983, 20 % de la population soudanaise est urbaine et on ne compte plus que 11% de nomades qui se sédentarisent le long du Nil. De même, la mécanisation de l'agriculture se répand dans les campagnes et moult ruraux, sans emploi, rejoignent les faubourgs spontanés. L'exode rural lié à la sécheresse est l'un des grands pourvoyeurs de néo-urbains. Le départ vers la ville se fait sous la coercition.

Aux « réfugiés de l'environnement » (A. T. Mohamed, 1993) s'ajoutent encore les réfugiés originaires des pays voisins en crise. En 1989, R. Marchal rappelle qu'il y a 13 millions de réfugiés dans le monde, 4 millions en Afrique et plus d'un million au Soudan (1989 : 575). Au vu de la situation politique soudanaise de ces quarante dernières années, on a bien du mal à croire que ce pays soit une « terre d'asile » (*Ibid.*) Pourtant, le Soudan est une zone refuge pour tous les étrangers qui ont fui la guerre (Erythréens, Ethiopiens, Tchadiens, Ougandais, Zaïrois...). Avec sa politique libérale, relativement laxiste, il est devenu le troisième pays d'accueil au monde. L'Etat soudanais n'encourage pas à proprement parler l'intégration des réfugiés. Il les tolère à la seule condition

qu'ils se prennent en charge. Si beaucoup choisissent de rester dans des camps à proximité de leur pays d'origine, d'autres gagnent la capitale. D'aucuns parlent de 40 000 réfugiés à Khartoum (Al-Shazali, 1993), d'autres estiment leur nombre entre 31 500 et 160 000 (Pérouse, 2001 : 12). Si certains espéraient faire de Khartoum un point de transit, la plupart s'y installent dans la précarité, mais de façon durable.

Khartoum n'est pas Kinshasa, pas plus que Mogadiscio ni même Kampala. Ce n'est qu'indirectement qu'elle est devenue fille de la guerre. Le conflit demeure pour l'essentiel concentré dans les zones rurales méridionales⁶. Lors de la première guerre civile, de 1955 à 1972, il n'y a pas d'afflux massif. Seules 16 000 personnes seraient remontées vers le Nord, dont un tiers vers Khartoum. Dans les années 1970, les migrants viennent à 80 % du Centre et du Nord Soudan. C'est la seconde guerre civile, qui reprend en 1983, qui marque le début des véritables flux forcés des Sudistes vers la capitale. Beaucoup plus meurtrière, accompagnée de raids aériens fréquents, elle oblige les gens à fuir, par défaut, vers Khartoum. Les Sudistes gagnent les périphéries de la capitale, devenues des excroissances d'un cancer qui se généralise et ronge l'intégrité nationale.

*Etalement urbain et précarisation
de la ville*

La ville revêt pour tous le même rôle : celui d'espace refuge. Les habitants de Khartoum sont en règle générale des migrants, originaires de l'Ouest (Kordofan et Darfour), chassés par la sécheresse, des étrangers venus chercher refuge et des Sudistes qui fuient la reprise de la guerre dès 1982. En 1973, ils sont 230 000 à être nés ailleurs qu'à Khartoum ; 20 ans plus tard, 1,5 million. Actuellement, la capitale hébergerait

6. En 1990, les estimations tablaient sur 2,137 millions d'habitants pour 2000. A cette date, la ville en comptait déjà 3,5 millions (M.H Abu Sin, HRJ Davies, 1991 : 146).

2 millions de déplacés, soit le tiers des habitants de Khartoum.

Les arrivées de migrants se faisant simultanément, il est bien difficile pour les autorités de gérer la situation. La présence des réfugiés étrangers est alors perçue comme un fardeau puisqu'elle accroît la pression foncière sur les terres agricoles, nombreuses le long des berges du Nil (A. Franck, 2005). Les conditions de vie dans les quartiers précaires se détériorent, et parallèlement, les zones spontanées – *squatters areas et shanty-town* – se multiplient. En 1980, le nombre de squatters dans le Grand Khartoum est estimé à 600 000 personnes, soit 40 % de la population totale. Dès leur arrivée au pouvoir en 1989, les Islamistes vont chercher à éradiquer ces zones informelles, mettant en place une politique urbaine pour le moins violente.

L'urbain au service de la violence étatique

La ville africaine semble née sous le sceau de la violence. B. Calas avec l'exemple Ougandais de Kampala (1998), a largement démontré que les contextes de violence produisent et structurent l'espace. A sa suite, M.-A. Pérouse de Montclos (2002), a distingué la production de violence par la ville (notamment au Nigéria) de la violence se produisant en ville (lorsque le conflit prend pour cible la ville, comme à Mogadiscio en Somalie). A Khartoum, la violence produite par l'Etat revêt une autre forme : elle est immatérielle et quasi-invisible. Ici, nulle trace de balle, nul bâtiment détruit... C'est à travers l'urbanisme et la mainmi-

se sur l'accès au sol que le régime autoritaire impose sa violence, jouant de l'esprit sécuritaire et de la ségrégation spatiale comme d'une arme politique.

La planification, une arme islamiste

De l'usage du Bulldozer comme solution radicale

Avec la croissance urbaine accélérée dans le temps et démesurée dans l'espace, les plans d'urbanisme sont caducs avant même d'être mis en place⁶. Dans les années 1980, l'Etat trouve une solution, pour le moins radicale, pour faire face à la multiplication des quartiers illégaux : la politique du bulldozer. Cette technique n'est pas propre au Soudan et on a pu l'observer dans de nombreux pays, notamment arabes pour lesquels P. Signoles (1999) rappelait le poids très marqué de l'intervention étatique et l'usage de la violence. Mais, au Soudan, cette politique du bulldozer n'est pas seulement introduite sporadiquement ; elle est légalisée par les Islamistes en 1990. Entre 1990 et 2000, pas moins de 67 expulsions et interventions de bulldozers ont eu lieu, soit près de 630 000 personnes déplacées (selon les estimations de Pérouse, 2001 : 24-25). Ces démolitions-expulsions se poursuivent toujours actuellement et continuent de faire les gros titres des journaux : le camp de Oued El-Beshir fut régulièrement détruit entre 2003 et 2004 (photo 1), à l'instar du quartier de Soba Aradi, rasé sans que les habitants ne soient relogés à la fin de 2003. En août 2005, le quartier de Chikhane fut lui aussi démoli et les habitants transportés de force dans une zone très excentrée, nullement aménagée pour recevoir les nouveaux habitants.

7. Plusieurs facteurs expliquent que la capitale soit toujours demeurée à l'abri du conflit : les déplacés se tiennent tranquilles dans la mesure où ils sont venus chercher la paix dans la capitale et non y transposer les conflits. Par ailleurs, nous avons déjà mentionné les contrôles et patrouilles récurrentes. Enfin, les Sudistes sont ici en position de faiblesse puisqu'ils viennent demander l'asile aux Nordistes et les supplier de les laisser en vie. Leur seul acte de révolte consiste à laisser flotter le drapeau du SPLM au dessus de leur abri de fortune.

Politique urbaine ségrégationniste
et raciale

A l'instar de Maputo au Mozambique (Lacharte, 2000) ou de Addis Abeba en Ethiopie, Khartoum a su rester en dehors des combats ouverts⁷. La guerre n'en a pas moins entraîné de lourdes répercussions, avec, en premier lieu, la multiplication des quartiers spontanés occupés par les déplacés. En 1991, ces espaces couvrent 11 000 hectares et comptent 1,8 millions de personnes (Lavergne, 1995). L'Etat adopte un nouveau plan en vue de résoudre le problème (Plan Dioxadis d'Aménagement du Grand Khartoum) qui prévoit de réhabiliter les quartiers les plus anciens, de quadriller les plus récents afin de régler le sort des déplacés, dont il définit le statut.

Le Dr Sharaf Bannaga, Ministre du logement de 1989 à 2001 et chantre de la politique islamiste, explique et justifie dans un ouvrage la politique du gouvernement en matière d'urbanisme (1992). Il distingue les squatters des déplacés sur la base de leur durée d'installation dans la capitale, leur type d'habitat et d'emploi. Il est proposé aux squatters de s'installer dans la capitale à condition de prouver qu'ils sont arrivés avant 1990, qu'ils sont de nationalité soudanaise, qu'ils sont chefs de ménages et qu'ils disposent d'un revenu – l'emploi étant perçu comme un signe de leur intégration.

Cette politique urbaine, directement inspirée de l'idéologie islamiste, permet au gouvernement de classer les déplacés en deux groupes : ceux qui sont potentiellement assimilables à la culture nord-arabe et ceux que l'on veut évincer de la capitale. En vue de reloger ces gens, des sites sont prévus en périphérie : les Dar Es-Salam (ou Villes de la Paix). En 1995, les 712 000 déplacés recensés sont transférés dans ces camps temporaires (Lavergne, 1999).

Derrière le populisme qui vise à se préoccuper des quartiers illégaux se cachent des volontés ségrégationnistes et ethnicistes. Sous couvert de faire un sort

aux quartiers insalubres, il s'agit en réalité d'éloigner les individus jugés indésirables dans la capitale arabo-musulmane. La planification urbaine s'est donc muée en véritable instrument de violence.

La ville comme support de l'arabité

Quadrillage de la capitale et
esprit sécuritaire

En tant que place centrale d'un territoire national entré en dissidence, Khartoum se doit d'être minutieusement contrôlée. Le maintien de l'ordre constitue le leitmotiv de la junte militaire. Aussi, la capitale offre-t-elle, contre toute attente, un visage serein. Au-delà du grouillement propre aux grandes concentrations urbaines, la vie y est, en apparence, calme. La raison en est simple : aucune marge de manœuvre n'est laissée aux habitants, la moindre inattention pouvant se révéler périlleuse. La ville se meut en espace de coercition, où il devient aisé de « surveiller et punir » au sens où l'entendait M. Foucault (1975). Pour permettre l'émergence de citoyens « dociles et disciplinés », les espaces publics, considérés comme des places de contestation potentielle, sont supprimés. Contrairement aux autres capitales du Monde arabe ornées de majestueuses places, Khartoum doit se contenter des berges du Nil où viennent se promener les badauds. L'absence de lieux publics oblige les gens à sortir dans des clubs privés ou dans les jardins payants, où promeneurs et hommes des renseignements se confondent.

« L'exercice du pouvoir pur suppose une organisation particulière de l'espace » expliquait P. Claval (1978 : 24). Aussi, l'espace urbain doit-il être « divisé en aires d'observation et de surveillance » (*Ibid*). C'est le choix pour lequel a opté le gouvernement de Khartoum qui découpe l'espace en petites circonscriptions : les comités de quartier. Ces comités (unités de voisinage de 10 à 15 000 habitants chacune) se veulent une interface de négociation entre le gouvernement et les

habitants, reflétant les opinions de ces derniers. Mais, derrière les discours, soi-disant décentralisateurs, se lit avant tout une volonté de placer le pouvoir au plus près des habitants. Le comité de quartier est à l'image de « l'espace clos, découpé, surveillé en tous ses points, où les individus sont insérés en une pace fixe, où les moindres mouvements sont contrôlés, où tous les événements sont enregistrés [...] où le pouvoir s'exerce sans partage, selon une figure hiérarchique continue » (Foucault, 1975 : 199). Les membres de ces comités, fervents supporters du régime, sont choisis dans le quartier en fonction de leur « degré d'arabité » et d'islamisation. Par ailleurs, ces comités sont secondés par une police du peuple – *Shurtia chaabia* – chargée de veiller aux bonnes mœurs. En outre, l'ensemble de l'agglomération est quadrillé par des agents secrets habillés en civil. Un couvre-feu, en vigueur jusqu'en janvier 2005, assurait la tranquillité nocturne. Avec de tels découpages et pressions, nulle marge de manœuvre n'est possible au niveau local. Maîtrisé ainsi, l'espace urbain ne constitue plus une menace mais bien une arme.

Symbolique du pouvoir dans l'espace urbain

« La ville est avant tout un décor vivant pour les parades de l'Etat. Il ne se voit pas mais se donne en spectacle par toutes sortes de manifestations spatiales de la capitale à la frontière » (Raffestin, 1980 : 111). Cette capitale est l'expression d'une représentation politique ; elle est de fait chargée de symboles.

Omdourman bénéficie d'une attention toute particulière tant ses quartiers, aux ruelles labyrinthiques, sont difficiles à contrôler. Les autorités islamistes se sont

vues obligées de s'imposer de façon plus visible dans cet espace. Elles y ont placé des symboles forts de leur pouvoir et de leur arabité. Pour ce faire, des grands édifices nationaux (Assemblée Nationale, Palais des Sports et de la Jeunesse, Grande Mosquée du Nil) ont été transposés à Omdourman, signe d'une conquête progressive de « l'espace insoumis » par les gouvernants islamistes. Tout aussi symboliquement, les télévision et radio nationales, dont l'Etat a le monopole intégral, sont présents. Religieux, politique et médias -tous les pouvoirs nécessaires à la survie du régime islamiste autoritaire – se retrouvent sur le territoire de la ville rebelle et agitée, qui incarne un foyer potentiel de l'opposition. Cette symbolique atteste de la mise en scène du politique, de cette volonté de se donner à voir et se rapprocher des milieux populaires. On est là dans une « théâtralisation » du pouvoir évoquée par G. Balandier, car le pouvoir « ne se fait et se conserve que par la transposition, par la production d'images, par la manipulation de symboles et leur organisation dans un cadre cérémonial » (1992 : 16). C'est peu dire que le régime islamiste a cherché à manipuler les symboles si l'on en juge par les rues renommées avec des références au Djihad : dans le centre-ville, pas moins de 4 artères principales et un parc portent le nom de martyrs. Dans les camps de déplacés, le gouvernement pousse le vice jusqu'à donner pour appellation de rue le noms de militaires martyrs tombés dans le Sud. En réponse, les déplacés renomment leurs propres lieux de vie comme expression de leur refus (Pérouse, 2001 : 28). Au début des années 1990, la poussée islamiste s'observe dans les moindres recoins de l'espace public réapproprié par le pouvoir : des versets coraniques sont écrits un peu partout en ville,

⁸ Notons que cette instrumentalisation culturelle de la capitale se retrouve dans d'autres pays, notamment ceux qui observent la même configuration géopolitique. La ville de Nouakchott, capitale de la Mauritanie, rassemble pareillement des individus qui se réclament de l'arabité et une autre partie qui affirme son appartenance à l'Afrique noire. La ville de Nouakchott est perçue comme une capitale arabe par la classe dirigeante qui y transpose les référents culturels arabes, tandis que les populations noires s'y sentent marginalisées (Choplin, 2005).

des panneaux faisant la promotion du voile sont affichés, les mosquées prolifèrent (surtout dans les bâtiments des services publics), les appels à la prière résonnent chaque matin pendant une demi-heure et la couleur verte, symbole de l'Islam, est imposée à toutes les boutiques. La nouvelle idéologie politico-religieuse a bien une traduction spatiale.

« Khartoum, capitale culturelle arabe en 2005 »

Dans l'imaginaire collectif soudanais, Khartoum a été assimilée aux Nordistes arabes et se confond avec le gouvernement central pro-islamiste. En menant la guerre contre le Sud, les Nordistes ont entraîné une fuite des Sudistes vers la capitale. Pour beaucoup, le Soudan est un pays arabo-musulman, étant entendu que Khartoum est le fer de lance de cette arabité et de la civilisation musulmane. Si dans un premiers temps, les autorités ont cherché à maintenir tous les déplacés dans les lointaines périphéries, elles les perçoivent désormais comme un groupe potentiellement assimilable et « islamisable ». A partir du cœur urbain devait naître la nouvelle identité soudanaise (forcément arabe et musulmane)⁸. Pourtant, la vision est bien différente chez les Sudistes qui perçoivent Khartoum comme au centre géographique du pays :

« *Je suis venu à Khartoum en me disant que j'allais habiter au centre du Soudan. Finalement, les arabes disent qu'ici c'est le Nord, et en plus je ne suis pas au centre mais en périphérie de la ville* » (Hassan, Nouba, Dar Es-Salam).

L'idée que depuis Khartoum doit renaître l'identité arabe trouve son expression dans la manifestation « Khartoum, capitale culturelle arabe en 2005 », lancée sous l'égide de la Ligue arabe. Pour l'occasion se tiennent de nombreux événements (salon du livre, concerts de musique, exposition de peinture...) qui tous glorifient la culture arabe. D'immenses panneaux, reprenant en arabe des versets du Coran, ont envahi la ville pour

célébrer cette grande entreprise : « *O Hommes, nous vous avons créé d'un mâle et d'une femelle et nous vous avons partagé en peuples et tribus pour que vous vous connaissiez entre vous* » (Sourate XLIX, verset 13) ou encore « *Allons vers les valeurs et coutumes de la religion* » [sous-entendu de l'Islam].

Il va sans dire que les populations non arabes ont très mal accueilli cette manifestation qui nie leur existence : « *Khartoum, capitale culturelle arabe. C'est nul. Ici, il y a plein de cultures. Ils nous oublient comme à chaque fois. C'est à nous, les Nouba, de nous battre pour transposer notre culture* » (Nordine)

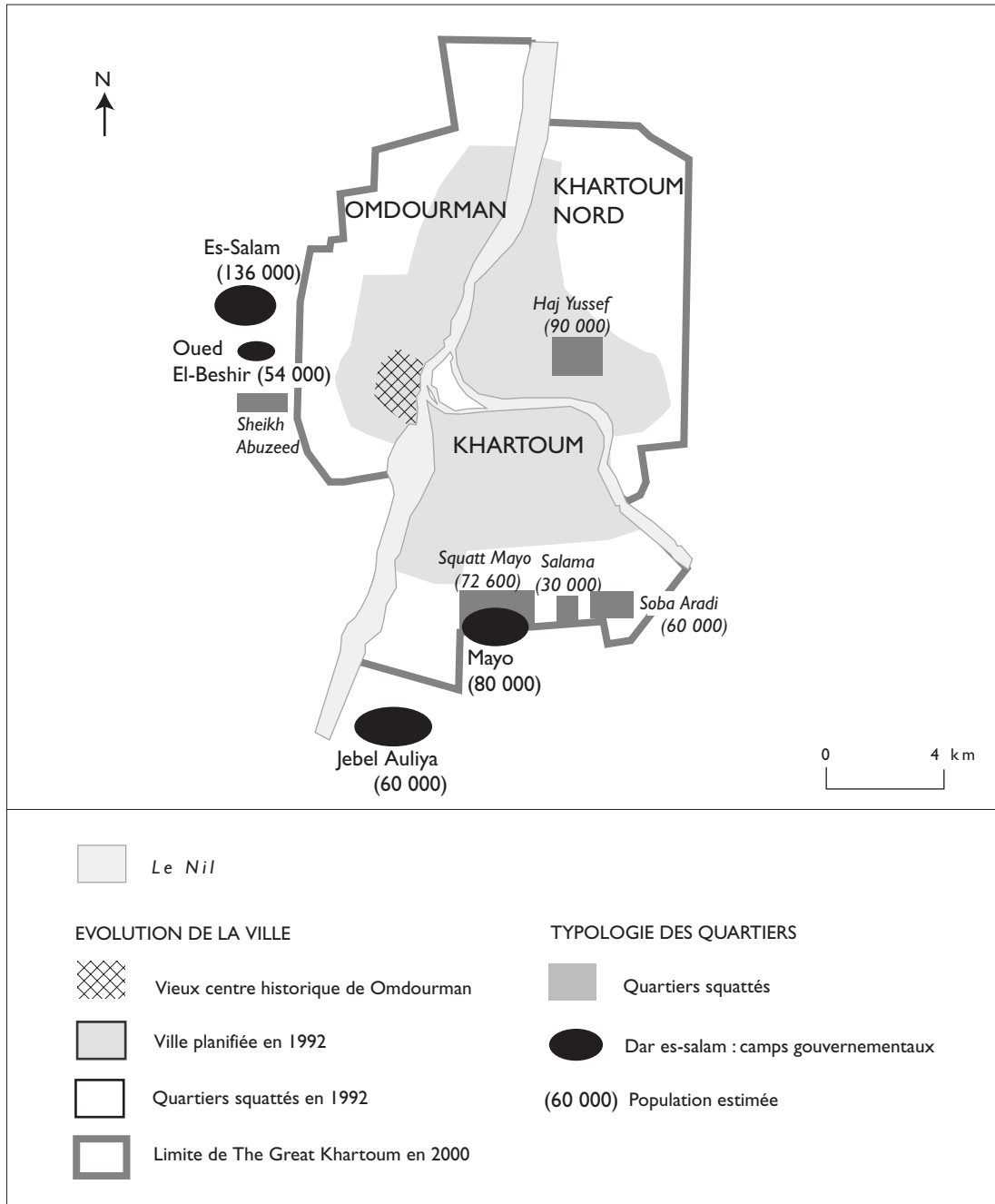
Les Nordistes ne sont pas dupes non plus et réagissent :

« *Khartoum, capitale culturelle arabe ! C'est stupide. On n'est pas des Arabes. On essaie de le croire ou de nous le faire croire. On est un grand mélange entre les Africains et les Arabes. Un noir du Sud peut se dire vraiment Africain. Mais nous nous ne sommes rien, nous ne sommes que des moitiés de choses. Aucun nordiste ne peut affirmer qu'il a du sang pur arabe* » (Amira, Nordiste).

Pour éviter le boycott complet de l'opération, le comité chargé de l'organisation semble avoir opté pour une attitude plus diplomatique : sur de nouveaux panneaux, le mot « arabe » disparaît et les slogans se veulent beaucoup plus ouverts et unificateurs : « 2005, année culturelle et de la paix » et même « Khartoum, lieu de rencontre entre la culture arabe et africaine » (Photo 2).

Cette attitude de l'entre-deux, changeante, reflète tout à fait l'ambiguïté qui règne au Soudan et à Khartoum : tout se fait et doit être envisagé dans la nuance. L'Etat rêverait de faire de sa capitale un territoire exclusivement arabo-musulman mais il n'en a pas les moyens. Aussi, l'heure est-elle à la réconciliation, par pragmatisme et peut-être par lassitude d'un conflit qui a trop duré. Khartoum porte les stigmates de la guerre dans sa morphologie particulièrement discontinuée.

Figure 2 - Khartoum



Réalisation : A. Choplin, 2005

Vers la capitale de la paix

Les camps de déplacés : en marge de la ville et de la vie.

« The Black Belt of Khartoum » : une urbanité de la survie au quotidien

En maîtrisant ce que M. Foucault (1975) dénommait « l'art de la répartition » géographique des individus, et notamment en éloignant les populations jugées indésirables, le régime peut facilement assurer sa mainmise sur l'espace. Khartoum au-delà de son centre moderne, vitrine du pays, occulte des excroissances qui ne sauraient être vues. La ville de Khartoum n'est pas triple comme on le laissait entendre au départ mais bien quadruple. Car à Omdourman, Khartoum et Khartoum-Nord s'ajoute un quatrième ensemble : la *Black Belt of Khartoum*, ceinture de camps (reconnus légalement puisque créés par l'Etat) et de squattes (zones informelles) (Carte 2).

Suite aux expulsions des années 1990, ces camps se muent en véritables villes périphériques et certaines zones informelles sont au fur et à mesure intégrées dans le tissu urbain et régularisées. Les camps d'accueil gouvernementaux, appelés Dar Es-Salam et situés en zone désertique, à 25 kilomètres du centre (et même 45 km pour ce qui est de *Jebel Aulia*), forment eux aussi de véritables noyaux urbains. Il en existe quatre officiels *Mayo*, *Jebel Auliya*, *Oued El-Beshir* et *Es-Salaam*, qui abriteraient 50 000 familles, soient près de 320 000 personnes (Bannaga, 1996 : 26).

Les gens, initialement installés dans les *Dar Es-Salam*, ne devaient y rester que de façon provisoire. Mais le temporaire s'est mué en permanent : des terrains constructibles de 216 m² sont encore aujourd'hui parcimonieusement attribués, généralement par tirage au sort.

Pour en bénéficier, le parcours se révèle lent et laborieux... une manière d'en décourager plus d'un par la multitude d'intermédiaires et la distribution de bakchich.

Ces camps sont, de façon logique, majoritairement peuplés de Sudistes, car ils ont été créés en vue de recueillir ces individus chassés du centre-ville. A un espace correspond désormais un groupe ethnico-religieux. Les zones informelles, quant à elles, sont plutôt peuplées de gens du Darfour⁹ et du Kordofan qui ont fui la sécheresse, et de réfugiés venus se greffer.

Foyers de prosélytisme

Si ces camps sont légaux aux yeux de l'Etat, cela n'implique nullement qu'il les aménage et y implante des infrastructures et des services publics. Seuls quelques blocs disposent de citernes d'eau, aménagées par des ONG. Finalement, ces camps s'apparentent à des zones d'habitat spontané. Les déplacés vivent en général du commerce informel dans les souks avoisinants et n'ont pas de revenus réguliers. La plupart des femmes et enfants restent sur place, dans ces lieux poussiéreux dépourvus d'eau, d'électricité, de latrines... terreau favorable à la propagation de maladies. Pour obtenir quelques subsides, les femmes s'associent et achètent du matériel pour fabriquer illégalement de l'alcool de dattes (*Araqi*)¹⁰.

La mosquée et l'église, construites en dur, dominant le camp de *Oued El-Beshir*. Clocher et minaret s'affrontent dans la course au prosélytisme. La plupart de ces camps situés en périphérie sont des grands foyers de conversion. En effet, l'Etat délègue la gestion de ces camps à des ONG, généralement islamistes, telles que *Da'a Islamiya*, *Bir*

9. La crise actuelle du Darfour n'a pas entraîné d'arrivée massive de déplacés sur Khartoum. La plupart des victimes ont trouvé refuge dans les camps humanitaires sur place et seuls les plus riches ont réussi à gagner la capitale.

10. Avec l'application de la shari'a, elles risquent de un à trois mois de prison, ainsi que la confiscation du matériel et une forte amende si elles se font prendre (100 euros).

adoulyia, ou musulmanes (Croissant Rouge), qui sont concurrencées par les ONG chrétiennes. Au Sud de Khartoum, l'Eglise catholique propose des cours pour apprendre à lire et écrire l'arabe et l'anglais aux femmes, ainsi que des cours de couture (Ibrahim Fouad, 1990). R. Marchal (1991) observait un regain de faveur et notait que l'Eglise¹¹, à travers ses associations et ses clubs, joue un rôle de régulateur social : elle se pose en symbole identitaire et permet l'adoption d'une attitude réactive face à la société nord-soudanaise qui tente d'imposer son hégémonie, et contribue à faire disparaître le sentiment d'infériorité des Sudistes par rapport aux gens du Nord.

Dans les camps de Khartoum, on survit en périphérie mais on ne vit pas la ville. La distance spatiale qui s'impose aux déplacés fait d'eux des êtres isolés socialement. « On vit avec tout le monde dans le camp, des gens de partout, y'a pas de problème. Mais, on ne vit pas avec les Arabes de la ville » disait un habitant de Dar Es-salam.

La révolte silencieuse du citoyen

A Khartoum, la révolte s'est contentée d'être silencieuse¹². Pour la première fois dans l'histoire soudanaise, elle s'est réveillée dans le feu, l'odeur de la poudre et les bruits de déflagrations en ce matin du 1er août 2005, renommé « The Black day ».

Face à l'islamisation forcée instituée par le gouvernement et à l'adoption de la shari'a, reconnue comme seule loi pos-

sible, les individus ont massivement rejeté le régime sans pour autant le dénoncer. « En cherchant à asseoir sa légitimité par l'imposition des pratiques d'un Islam rigoriste présenté comme unitaire face à la multiplicité des appartenances confrériques, le régime n'obtient qu'une soumission de façade des Soudanais qui s'accommodent mal de la doctrine religieuse officielle » (Nègre, 2004 : 8). Il n'est guère aisé de s'exprimer au Soudan : torture, esclavage, propagande, arrestation, interdiction de circuler librement sont quelques exemples des violations constantes des droits de l'homme (Human Right Watch, 1996). Le peuple soudanais semble vivre sous la pression constante depuis que la junte islamiste s'est appropriée le pouvoir de donner ou non le droit à la ville¹³.

Silence ne rime pas pour autant avec passivité. Le milieu local associatif est un moyen d'expression. Les inondations de 1988 qui ont ravagé des quartiers entiers de Khartoum ont démontré l'importance des initiatives locales. Des mécanismes d'auto-assistance se sont rapidement mis en place. A *Deim Mayo*, communauté de voisinage, comités de jeunes, associations de quartiers, conseil des représentants des tribus du Sud (CRTS) se sont unis (Babiker, 1993). Des digues sont construites, évitant que le désastre ne s'étende et ne se répète. Les initiatives locales prouvent que les citoyens n'attendent rien de l'Etat. Un habitant de l'un des camps expliquait : « *On ne vote jamais au Soudan. Dans les camps, ils n'essaient même pas d'acheter nos votes,*

11. Nous devrions plutôt parler des Eglises car à Khartoum, les confessions sont nombreuses (catholiques, protestants, anabaptistes, évangélistes, orthodoxes... pour ne citer que les plus répandus).
12. Plusieurs facteurs expliquent que la capitale soit toujours demeurée en dehors de la guerre : les déplacés se tiennent tranquilles dans la mesure où ils sont venus chercher la paix dans la capitale et non y transposer les conflits. Par ailleurs, nous avons déjà mentionné les contrôles et patrouilles récurrentes. Enfin, les Sudistes sont ici en position de faiblesse puisqu'ils viennent demander l'asile aux Nordistes et les supplier de les laisser en vie. Leur seul acte de révolte consiste à laisser flotter le drapeau du SPLM au dessus de leur abri de fortune.
13. Les squatteurs les moins dociles se sont vus envoyer en prison et en centre de redressement, dont l'appellation de l'un d'entre eux est pour le moins parlant : *Al Huda* (« le droit chemin »). Les enfants des rues sont enlevés et placés dans des camps isolés en vue de les islamiser. « Rebaptisés » avec de nouveaux noms musulmans, ils sont généralement enrôlés dans l'armée pour aller combattre leurs propres frères au Sud (Pérouse, 2001 : 23).

c'est dire que l'on ne vaut vraiment pas grand chose ». Tout le monde s'accorde à penser que pour (sur)vivre à Khartoum, il ne faut compter que sur soi-même.

Paradoxalement, cette attitude concorde avec les principes du gouvernement qui fait la promotion de la participation citoyenne et invite la société à se prendre en main. Selon une démarche semblable, les ONG qui interviennent à Khartoum reprennent la théorie de la *self-reliance*. Cette notion généralement traduite en français par « autonomie sociale » ou encore « développement autocentré », a fait les beaux jours du développement : les individus doivent valoriser les facteurs de production disponibles localement plutôt que de rester dans l'attente d'une aide venue d'en haut (Rist, 2001 : 201-228).

L'étude récente de M. Nègre (2004) offre à ce titre un bel exemple d'association, insufflée par l'ONG française Action Contre la Faim (ACF) : celui d'une association coopérative dans le camp de *Es-Salam*, chargée de mettre en place un comité local de gestion de l'eau. Les autorités soudanaises, quoique réticentes dans un premier temps, ont finalement reconnu cette association qui joue un rôle primordial au niveau du quartier. Elle s'est muée en un producteur urbain et social car, en sus de s'occuper de la gestion de l'eau, elle comble finalement toutes les défaillances de l'Etat au niveau local. Dans une certaine mesure, l'association lui échappe puisqu'elle a été créée à partir de fonds étrangers et en vue de se substituer aux pouvoirs publics absents. Mais la situation est plus complexe : au vu de cette réussite flagrante, l'Etat s'est tout simplement réapproprié le projet. Il lui a laissé toute marge de manœuvre, et a même glorifié l'association en la présentant comme une réussite de la décentralisation qu'il a engagée. L'association, entrant parfaitement dans le projet éta-

sonnels dont il fait la promotion, est devenue la vitrine de l'Etat – une vitrine qu'il contrôle. Finalement, l'aide au développement prône également valorisé par l'Etat et les ONG n'ont d'autres solutions que de passer par les structures pré-existantes (tels les comités de quartiers), cautionnant ainsi l'influence du régime au niveau local.

Quel avenir pour et dans Khartoum ?

Les limites du pouvoir islamiste et glissement vers le « post-islamisme »

Khartoum, telle qu'elle est ici présentée, n'offre qu'un visage de faux semblant derrière lequel se cacherait la misère. Mais il faut peut-être modérer cette vision. Si l'Etat a délibérément choisi un urbanisme fort et violent, il n'est pas toujours parvenu à mener à bien ses projets. M.A. Pérouse de Montclos affirme que le caractère ségrégatif existait déjà auparavant, et qu'il n'est en rien né avec l'islamisme (2001 : 30)¹⁴. L'Etat ne peut tout contrôler et encadrer car il n'en a pas les moyens. D'ailleurs, depuis trois ans, les autorités se montrent plus laxistes, attitude que la politologue E. Ahmed qualifie de « post-islamisme ». Cela se manifesterait par un « phénomène de désidéologisation du discours et une approche de la politique (nationale et internationale) plus pragmatique » et s'accompagnerait de la fin de l'hégémonie nordiste (2006).

Quelle est alors la stratégie actuelle du gouvernement en matière de planification de la ville ? *A priori*, rien n'est encore clairement défini. Le Soudan vit une période de transition, ce qui se ressent au niveau des projets, pour l'instant en suspens.

« Actuellement, nous sommes dans la phase d'appel d'offres. Nous avons demandé à des bureaux d'études étrangers de préparer un "Khartoum 2025". Nous recevons tout juste les réponses. Mais en fait, nous attendons les direc-

14. Les déplacés et réfugiés ont toujours eux tendance à se regrouper selon leurs affinités culturelles et ethniques.

tives du gouvernement central pour connaître les nouvelles orientations. Le traité de paix va changer beaucoup de choses et pour l'instant nous n'en savons pas plus » commentait Dr Osman, chargé de la planification. Selon le Dr Sharaf Bannaga, ancien ministre de la planification, rencontré en août 2005, « *tout se fait actuellement par à coup, au jour le jour* ». Revenant sur la violente politique urbaine étatique dont il était l'initiateur, Bannaga s'explique :

« *J'étais le seul à avoir une vraie politique en matière d'urbanisme. Pour moi, il s'agissait d'offrir des conditions décentes à ces gens, de leur donner des terrains aménagés et de favoriser ceux qui étaient là depuis longtemps. En soi les camps, ce n'était pas une mauvaise idée et c'était mieux que les quartiers squattés. Le problème, c'est la mise en place de ces initiatives. L'Etat n'a jamais réussi à communiquer avec les gens. Les autorités arrivent et déplacent les gens par force. Je n'ai jamais pu me faire avec cette méthode. L'Etat a commis trop de fautes. Au lieu de parler avec les gens, il passe le bulldozer. J'ai été viré pour avoir critiqué cette méthode...* ».

Ces propos démontrent bien que tout ce qui concerne Khartoum demeure intimement lié au gouvernement central, qui se confond pratiquement avec la Wilaya (la région, censée administrer la ville). Khartoum, à travers son double statut ambiguë de capitale et d'Etat fédéral, reste sous l'emprise du gouvernement central : lui seul semble à même de décider de l'avenir de la capitale. S'il semble pour l'instant glisser vers une attitude plus tolérante, rien n'affirme qu'il soit résolu à cesser d'user de la violence.

« Towards The New Sudan »¹⁵ :
entre naissance d'une territorialité
et retours spontanés

Bon nombre de déplacés résident désormais à Khartoum depuis très long-

temps et semblent avoir intériorisé la culture urbaine, aussi bien dans leurs représentations mentales que dans leurs pratiques sociales, développant une certaine forme d'attachement territorial. Cette territorialité naissante s'accompagne d'une véritable acculturation : on a pu observer une arabisation linguistique et culturelle de la population, ici unilatérale puisque les populations du Nord restent complètement étanches aux influences des autres régions. Les populations apparaissent fragilisées et souvent traumatisées par cette urbanisation-islamisation forcée : troubles psychologiques, pertes de repères, familles éclatées. L'adage qui veut que « l'air de la ville rende libre » ne sied pas bien à Khartoum. En juillet 2003, nous croisions des gens à bord d'énormes camions qui repartaient chez eux au risque de mourir dans les conflits. « Est-ce que tu connais un endroit où ça peut être pire qu'ici ? » nous demandait l'un des déplacés en désignant le cimetière qui occupe à lui seul la moitié du camp (photo 3).

Deux ans plus tard, quelques mois après la signature de la paix, ils sont nombreux à vouloir retourner chez eux, dans les Monts Nouba et dans le Sud : « *Je dois repartir, retrouver mon village, reconstruire ma maison et ma vie de mes propres mains* » (Mohamed, Monts Nouba). Les jeunes originaires du Sud mais nés à Khartoum tiennent le même discours « *je ne connais pas ma région d'origine mais je veux aller y vivre. Le Sud a besoin de nous, les jeunes éduqués pour renaître. On part de zéro. Ce sera dur mais nous y croyons* » (Lydia, Juba). Il est bien évidemment encore difficile d'estimer ces retours : « *Les gens vont repartir, mais ils attendent d'ici deux à trois ans que ce soit déminé. Toutes les tribus ont envoyé des membres au Sud pour faire un état des lieux. On attend qu'ils reviennent pour en savoir plus* » (César, Equatoria). A ce titre, une enquê-

15. « Vers le Nouveau Soudan », slogan brandi par le SPLM lors de la nomination de Garang à la vice-présidence.

te a été menée en juin 2005 par l'Office des Migrations Internationales afin d'avoir une idée approximative des retours. Les résultats sont sans appels : 68 % envisagent de repartir (et le chiffre s'élève à 80 % si l'on ne prend en compte que les réponses des Sudistes), 11 % ne savent pas et 22 % comptent rester sur place. Une seconde étude, menée par l'ONG CORE, en partenariat avec les Nations Unies, et parue en juillet 2005, annonce le chiffre de 580 000 retours spontanés d'ici mars 2006¹⁶. Début octobre, Médecins Sans Frontières totalisait déjà 250 000 personnes rentrées. Toutefois, il est possible que ces chiffres soient revus à la baisse car beaucoup de déplacés ont investi à Khartoum et n'ont pour l'instant pas les moyens de s'en aller. Par ailleurs, les jeunes nés à Khartoum tiennent des discours complètement idéalisés sur leurs régions d'origine qu'ils ne connaissent pas, alors que Rumbeck, simple campement de quelques tentes, vient d'être désignée comme la capitale du Sud-Soudan¹⁷. De façon inconsciente, certains sont devenus fortement attachés à la capitale dont ils attendent de grands changements : « *Khartoum était une ville d'Arabes, mais maintenant ils doivent accepter que ce soit aussi notre capitale.* » L'ancrage territorial des Sudistes à Khartoum se fait de plus en plus fort, à l'image de leurs revendications : les échauffourées du 1^{er} août 2005 au *Souq el-arabi*, en plein centre-ville, traduisent cet investissement de la sphère publique¹⁸.

Ainsi se présente le « Grand Khartoum », qui s'est consolidé et agrandi au

fil des sécheresses et guerres. Nullement exemplaire, il a suivi les dérives de ces villes africaines nées de la violence, auxquelles s'ajoutent les problèmes liés à sa position périphérique dans l'ensemble arabo-musulman. Carrefour entre deux mondes, à l'image de la capitale mauritanienne qui s'inscrit dans le même fuseau d'articulation, Khartoum traduit les volontés et désirs d'un régime autoritaire qui peine à se légitimer dans le concert des nations arabes. L'ambiguïté est bien là : Khartoum est toujours apparue comme un espace refuge devant la guerre civile qui frappait le pays, alors même que les dirigeants se servaient de cette concentration humaine inespérée pour mettre en place leur logique autoritaire violente. Les plans d'urbanisme, loin de permettre de mieux vivre en ville, ont surtout été utilisés comme une arme et un instrument d'arabisation.

Souvent présenté comme un raccourci de l'Afrique, le Soudan est composé de multiples peuples qui s'opposent ethniquement, culturellement, politiquement et religieusement. S'ils se rejoignent désormais en un lieu, la ville-capitale, qu'ils utilisent comme support commun de vie, cela n'implique pas pour autant qu'il y ait brassage. Loin d'incarner le havre de paix rêvé, beaucoup de Soudanais ne se retrouvent pas dans cette capitale façonnée par un régime aux idéaux bien éloignés de ses citoyens. La guerre a eu des traductions spatiales, ne serait-ce que par la discontinuité ethnique et religieuse qui caractérise l'agglomération. Malgré toutes ces ruptures, Khartoum se présente comme le dernier rem-

16. Ces chiffres ne sont pas sans lien avec l'extraction pétrolière dont les retombées financières devraient être partagées de façon égalitaire entre le Nord et le Sud, ce qui laisse augurer une manne importante permettant la reconstruction.

17. Le gouvernement central doit donc s'attendre à ce qu'une bonne partie des Sudistes restent à Khartoum. Si, à l'issue des 6 ans, le Sud Soudan se prononce en faveur de l'indépendance, il y a fort à parier que les Nordistes chasseront les Sudistes de Khartoum, redevenue « leur » capitale.

18. Aujourd'hui déjà, les autorités se montrent plus tolérantes envers les non-musulmans. On trouve ainsi au cœur du centre-ville un quartier où se concentrent les écoles catholiques Comboni, la Unity Scholl (école protestante anglicane), le Centre culturel du Sud appelé Kwato, le Centre des étudiants chrétiens de Khartoum, le Centre de littérature évangélique et tout ceci à proximité de la Cathédrale. La proximité de ces édifices draine de nombreux Sudistes au point de créer un quartier chrétien.

part avant l'éclatement total ; elle seule semble donner un tant soit peu de cohérence dans cette gigantesque poudrière.

Ville de la guerre puis capitale de l'islamisme, Khartoum est aujourd'hui appelée à incarner la ville-capitale de la réconciliation (photo 4). Si le régime fait preuve d'une attitude plus tolérante, il ne semble pas encore prêt à suivre les orientations du « *Comprehensive Peace Agreement* » (CPA). Le CPA, censé orienter les 6 prochaines années vers la paix, confère à Khartoum un statut primordial dans le processus de cohésion : « *Khartoum shall be the capital of the Republic of the Sudan. The National Capital shall be a symbol of national unity that reflects the diversity of Sudan* »¹⁹. Plein d'espoir, l'un des chefs du SPLM expliquait que « le Nouveau Soudan commence à Khartoum. Il se construit d'abord ici, et un peu plus tous les jours ». Reste à voir si, dans les prochaines années, le gouvernement central suivra l'enthousiasme de ceux avec lesquels il est désormais censé partager le pouvoir. Si la capitale n'a jamais été un espace de la guerre, elle demeure un espace de conflits, car, la paix, au niveau national, ne rime pas forcément avec la fin de la politique violente qui régnait jusqu'alors à Khartoum.

Références bibliographiques

- ABU SIN M.E., DAVIES H.R.J. (dir.) 1991. *The future of Sudan's capital region : a study in development and change*. Khartoum : University press of Khartoum, 269 p.
- AHMED E. à paraître en 2006. *L'islam politique au Soudan. Les islamistes à l'épreuve de la direction de l'Etat (1989-2004)*
- AL-SHAZALI S. 1993. Les réfugiés étrangers au Soudan, *Egypte/Monde arabe* n°15-16, Le Caire : Cedej, p. 175-190
- BABIKER IBRAHIM M., 1993. Les inondations de Khartoum en 1988 : impacts et réactions des populations. *Egypte/Monde Arabe*, n° 17, p. 137-150
- BALANDIER G. 1992. *Le pouvoir sur scènes*. Paris, Balland, 176 p.
- BANNAGA S.E.I., 1992. *Unauthorized and squatter settlements in Khartoum*, Ministry of housing and public utilities. Khartoum State, 55 p
- BANNAGA S.E.I 2001. *The displaced and Peace opportunities in Sudan*, 353 p.
- CALAS B. 1998. *Kampala, la ville et la violence*. Paris, Karthala, 440 p.
- CHOPLIN A. 2005. Capitales sahélo-sahariennes, Nouakchott et Khartoum à la confluence des urbanités. *La lettre de l'OUCC*, Le Caire : CEDEJ, n° 6/7, p. 38-42
- CLAVAL P. 1978. *Espace et pouvoir*. Paris, PUF, 263 p.
- COMPREHENSIVE PEACE AGREEMENT, 2005. Gouvernement of the Republic of the Sudan, Sudan People's Liberation Movement/ Sudan People's Liberation Army, United Nations
- CORE-ONU 2005. *Support for spontaneous returns, Operational Plan, Version one July 2005*, 50 p.
- DENIS E. 2005. De quelques dimensions de Khartoum et de l'urbanisation au Soudan? *La lettre de l'OUCC*, Le Caire : CEDEJ, n° 6/7, Printemps, p. 19-29
- DUBOIS C. 1991. Morphologies de Khartoum : conflits d'identité (1820-début XX^e siècle. In *Sudan, history, identity, ideology*, Bleuchot H., Delmet Ch., Hopwood D., IREMAM-Oxford, 288 p.
- EL-BUSHRA E.S., HIJAZI N.B., 1995. Two millions squatters in Khartoum Urban Complex : The dilemma of Sudan's National capital. *Geojournal*, p. 505-514.
- FOUCAULT M. *Surveiller et punir*. Paris, Gallimard, 1975, Rééd. 1994, 324 p.
- FRANCK A. 2005. Des agriculteurs dans la ville, Etude de l'intégration des activités agricoles et des agriculteurs dans l'ag-

19. « Khartoum doit être la capitale de la République du Soudan. La capitale nationale doit être le symbole de l'unité nationale qui reflète la diversité du Soudan » (Trad. Personnelle).

- glomération du grand Khartoum. *La lettre de l'OUCC*. Le Caire : CEDEJ, n° 6/7, Printemps, pp. 30-33
- HUMAN RIGHTS WATCH/AFRICA 1996. *Behind the red line, political repression in Sudan*. New York, 343 p.
- IBRAHIM FOUAD. N, 1990. The conditions of southern women migrants in Abu Siid Shanty town, Omdurman, Sudan : a case study of cultural change. *Geojournal*, 20,3, p. 249-258.
- LACHARTE B. 2000. *Enjeux urbains au Mozambique*. Paris, Karthala, 320 p.
- LAVERGNE M. (dir.) 1989. *Le Soudan contemporain*. Paris, Karthala, 683 p.
- LAVERGNE M. 1995. L'aménagement du grand Khartoum, entre planification autoritaire et "droit à la ville". *Annales de géographie*, Université de Saint Joseph, Beyrouth, vol 16, 1995, p. 75-115
- LAVERGNE M. 1999. Khartoum, de la ville coloniale au projet islamiste. In FREROT A.M. (dir.), *Les grandes villes d'Afrique*. Paris, Ellipses, p. 148-164
- NEGRE M. 2004. *ONG et autoritarisme au Soudan : l'eau en question*. Le Caire : CEDEJ, coll. 15/20, 111 p.
- MARCHAL R. 1989. Le Soudan, terre d'asile. In LAVERGNE M. (dir.), *Le Soudan contemporain*. Paris, Karthala, p. 575-578.
- MARCHAL R. 1991. Remarques sur le développement de l'Eglise catholique et « la vernacularisation » du christianisme au Soudan ». In *Sudan, history, identity, ideology*, BLEUCHOT H., DELMET CH., HOPWOOD D. IREMAM-Oxford, p. 143-152
- MARCHAL R. 2004. Le conflit au Darfour, point aveugle des négociations Nord-Sud au Soudan. *Politique Africaine*, n° 95, Paris, Karthala, p. 125-146.
- MOHAMED A. T. 1993. Les mouvements de population provoqués par la sécheresse. *Egypte/Monde arabe* n°15-16, Le Caire : Cedej, p. 119-136.
- OMI 2005. *IDP intentions concerning return to their place of origine, Report on survey results*. 2 vol., 39 + 134 p.
- PEROUSE DE MONTCLOS M.A. 2002. *Villes et violence en Afrique noire*. Paris, Karthala, 312 p.
- PEROUSE DE MONTCLOS M.A. 2001. *Migrations forcées et urbanisation : le cas de Khartoum*. Paris, Dossiers du CEPED, n°63, 60 p.
- RAFFESTIN Cl. 1980. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris, LITEC, 250 p.
- SIGNOLES P., EL KADI G., SIDI BOUMEDINE R. 1999. *L'urbain dans le monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*. Paris : CNRS Ed., 373 p.